

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 95.
N° 21.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31
NO ATETE 1946.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires ; la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées ; la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1946 23 fév. Arrêté interministériel modifiant les droits du tarif des chancelleries (Arrêté de promulgation n° 812 s.g., du 21 août 1946)	364
1 ^{er} avril Décret n° 46-587, portant réorganisation de la Chambre de Commerce à Papeete (Arrêté de promulgation n° 838 s.g., du 26 août 1946).....	365
30 avril Arrêté interministériel fixant le régime de l'indemnité de zone attribuée aux militaires à la charge du dé- partement de la France d'outre-mer (Arrêté de pro- mulgation n° 829 s.g., du 23 août 1946).....	368

TEXTE OFFICIEL PUBLIÉ A TITRE D'INFORMATION

14 mai Ordonnance n° 45-1181 relative à la création de l'Union française des combattants (J.O.R.F. n° 133 du 7 juin 1945).....	369
--	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

14 août Décision n° 782 s.g., allouant une subvention	370
16 août Arrêté n° 788 c., chargeant M. Lestrade de l'expédi- tion des affaires courantes et urgentes pendant une tourné d'inspection du Gouverneur par intérim aux Iles Sous-le-Vent	370
17 août Décision n° 797 Infor., portant augmentation de la rétri- bution allouée à M. Temaeva Anahoa pour traduction du journal tahitien "Te Vea Maohi" et des nouvelles de presse, et attribuant une rémunération à M. Yves Malardé, pour rédaction d'articles insérés au "Bulle- tin de Presse".....	371

19 août Arrêté n° 801 t. g., portant ouverture de la plonge à nu dans le 2 ^e secteur du lagon d'Hikueru et le 3 ^e secteur du lagon de Takume.....	371
20 août Arrêté n° 804 s.g., fixant la date des élections des re- présentants des invalides pensionnés de la loi du 31 mars 1919, des veuves et ascendants des militaires morts pour la France et des titulaires de la carte du combattant au conseil d'administration de l'office co- lonial des Etablissements français de l'Océanie.....	371
20 août Décision n° 807 c., portant promotion parmi les auxi- liaires régis par l'arrêté n° 56 s. g., du 25 janvier 1943	374
24 août Arrêté n° 832 p., nommant une commission chargée de procéder à l'enquête réglementaire sur les causes ayant entraîné la perte de la goélette à moteur "Ravarava".....	374
28 août Arrêté n° 840 a. p., fixant la date des élections des com- missions de surveillance de la vanille.....	375
Extraits	375

AVIS OFFICIELS

Service Topographique. — Avis au sujet des opérations cadastrales (Pu- naauia et île de Tahaa).....	377
Successions et biens vacants. — Avis	377
Résultat de l'élection des conseils de district du 15 août 1946 (Tefare- rii-Huahine)	377
Enquête de <i>commodo et incommodo</i> . — M. Magyary (Joseph)	378
Avis au sujet des retraits des armes et munitions.....	378

PARTIE NON OFFICIELLE

Annnonce judiciaire	378
Annonces diverses.....	378

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 812 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 21 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 514 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, instructions et arrêtés ministériels;

Vu la dépêche ministérielle n° 4552 a.e. du 16 avril 1946,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

L'arrêté du ministre des affaires étrangères en date du 23 février 1946 modifiant les droits du tarif des chancelleries (J.O.R.F. n° 52 du 2 mars 1946, page 1822).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 21 août 1946.

Pour le Gouverneur p.i. en tournée :

Le Secrétaire Général p.i., chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

LESTRADE.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL modifiant les droits du tarif des chancelleries.

(Du 23 février 1946.)

Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances,

Vu le décret du 28 août 1937 mettant en vigueur le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au ministère des affaires étrangères;

Vu l'arrêté du 6 août 1938, l'article 21 de la loi de finances du 31 décembre 1938, les arrêtés des 15 mars 1944 et 19 juillet 1944 qui ont modifié ce tarif;

Vu la disposition générale XX dudit tarif,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — Les droits établis par le tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires sont modifiés comme suit :

1. — Par expédition.....	25
2. — Par expédition.....	75
3. — Par acte.....	100 (50)
4. — Par acte.....	100 (50)
5. — Par rôle.....	200
6. — Par acte ou vacation.....	300
7. — Par acte.....	300
8. — Par acte.....	300
9. — Par acte ou formalité.....	300
10. — Par acte.....	300
11. — Par acte.....	400
12. — Par acte.....	300
13. — Par vacation.....	600

15. — Par acte.....	600
16. — Par acte.....	300
17. — Par acte.....	600
18. — Par acte.....	800
19. — Par rôle.....	300
20. — Par acte.....	600
21. — Par acte.....	600
22. — Par acte.....	300
23. — Par acte.....	300
24. — Par acte.....	300
25. — Par acte.....	300
26. — Par acte.....	300
27. — Par acte.....	800
28. — a) Par acte.....	800
b) et c) Par acte.....	300
30. — Par vacation.....	600
31. — Par acte.....	100
32. — Par acte.....	100
33. — Par acte.....	100
34. — Par acte.....	250
35. — Par acte.....	250
36. — Minimum.....	100
37. — a) Minimum.....	250
b) Droit fixe.....	250
38. — Droit fixe.....	250
39. — Minimum.....	250
40. — a) Minimum.....	100
b) Minimum.....	250
41. — a) Minimum.....	250
b) Minimum.....	250
42. — a) Minimum.....	250
b) Minimum.....	100
43. — Minimum.....	250
44. — 1 ^o Droit fixe.....	100
2 ^o Droit proportionnel minimum.....	100
45. — Minimum.....	250
46. — a) Minimum.....	250
b) Minimum.....	250
47. — Minimum.....	250
48. — Minimum.....	250
50. — 2 ^o Droit fixe.....	250
51. — Minimum.....	250
52. — b) Par rôle.....	50
53. — a) Minimum.....	1.500
b) Minimum.....	1.500
c) Minimum.....	1.500
Droit fixe de l'observation.....	500
d) Minimum.....	600
e) Minimum.....	1.500
Droit fixe de l'observation.....	100
54. — La vacation.....	500
55. — La vacation.....	500
56. — La vacation.....	250
57. — a) Par acte.....	100
58. — Maximum.....	12 000
59. — Maximum.....	20 000
Minimum.....	4 000
60. — Par passager.....	20
Maximum.....	3 000
Abonnement.....	6 000
Prix de passage de l'observation.....	200
61. — Visa.....	600

62. — a) Procès-verbal	600
b) Procès-verbal	300
63. — Par acte ou visa	300
Abonnement	3.000
Droit réduit de l'observation	60
64. — Validité d'une année	100 (50)
Validité de deux années	200 (100)
65. — Visa de passeport :	
a) Visa d'entrée	300
b) Visa de court séjour	50
c) Visa de transit sans arrêt	50
66. — a) Par certificat	25
Après trois mois	200
b) Par inscription	25
67. — Par acte ou légalisation	100 (50)
Droit réduit de l'observation	25 (10)
68. — Par acte ou légalisation	100 (50)
69. — Par émigrant	50
70. — Carte d'identité	100
71. — Par acte, légalisation ou visa	150
72. — Par visa ou légalisation	150
Taxe de l'observation	150
73. — Par acte	300
74. — Par acte	300
75. — Par légalisation	250 (100)
Droit réduit dans certains cas	50
76. — Par visa	250 (100)
77. — b) Par acte	300
79. — Pour l'ensemble des formalités	800 (400)
Motocyclettes	300 (100)
Bicyclettes	100 (50)
80. — Par acte	400
81. — a) Par acte	300
b) Par acte	600 (250)
82. — a) Par rôle	100 (50)
b) Par rôle	250 (100)
83. — a) Par rôle. — Thème	600 (300)
Version	500 (250)
b) Par rôle. — Thème	500 (250)
Version	400 (200)
84. — Par vacation	800 (500)

Art. 2. — Les droits à percevoir au ministère des affaires étrangères sont modifiés comme suit :

1° 25 F pour les documents établis en France ou qui, établis à l'étranger, sont revêtus de la légalisation ou d'un visa d'un agent diplomatique ou consulaire français ;

2° 200 F pour les documents établis à l'étranger et non revêtus de la légalisation ou du visa d'un agent français à l'étranger.

Art. 3. — Les surtaxes d'over-time prévues à la disposition générale XVII sont fixées comme suit :

1° Pendant les jours ouvrables, à 300 F pour la première heure et 150 F pour les heures suivantes ;

2° Pendant la nuit, les dimanches et les jours fériés, à 500 F pour la première heure et 300 F pour les heures suivantes.

Art. 4. — Le prélèvement du Trésor sur les recettes des agents consulaires porte sur les sommes suivantes :

Jusqu'à 100.000 F (ou 200.000 F si l'agent appartient ou a appartenu à la carrière diplomatique ou consulaire française) : aucun prélèvement ;

De 100.000 à 200.000. }	suivant le cas : 50 0/0 ;
De 200.000 à 300.000. }	
De 200.000 à 400.000. }	suivant le cas : 70 0/0 ;
De 300.000 à 400.000. }	

Au-dessus de 400.000, dans tous les cas : 90 0/0.

Art. 5. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa réception dans les postes diplomatiques et consulaires.

Art. 6. — Le directeur des chancelleries et du contentieux et le directeur du personnel et de la comptabilité au ministère des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 février 1946.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BIDAULT.

Le ministre des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
GUSTAVE RAMPON.

ARRÊTÉ n° 838 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 26 août 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret n° 46-587 du 1^{er} avril 1946 portant réorganisation de la Chambre de Commerce à Papeete (J. O. R. F. n° 80 du 4 avril 1946, page 2811).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 août 1946.

HAUMANT.

DÉCRET n° 46-587 portant réorganisation de la chambre de commerce à Papeete.

(Du 1^{er} avril 1946.)

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français d'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 octobre 1922 portant réorganisation de la chambre de commerce de Papeete, modifié par les décrets des 16 janvier 1929 et 27 janvier 1938 ;

Vu l'ordonnance du 24 mars 1945 portant accession à la plénitude du droit de cité dans les Etablissements français d'Océanie;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1945 portant rétablissement des élections aux assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Les articles 1^{er} à 24 du décret du 10 octobre 1922, portant réorganisation de la chambre de commerce de Papeete, et constituant le titre 1^{er} : Organisation de la chambre de commerce de Papeete, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE 1^{er}

Organisation de la chambre de commerce de Papeete.

« Art. 1^{er}.— La chambre de commerce de Papeete constitue auprès des pouvoirs publics l'organe des intérêts commerciaux et industriels des Etablissements français d'Océanie.

« Elle est un établissement public et comme telle pourvue de la personnalité civile.

« Art. 2.— La circonscription de la chambre de commerce de Papeete s'étend sur l'ensemble des territoires des Etablissements français d'Océanie.

« Art. 3.— Le nombre des membres de la chambre de commerce de Papeete est fixé à dix-huit, répartis par circonscription conformément au tableau ci-après :

« Tahiti-Moorea.....	12
« Iles-sous-le-Vent.....	2
« Tuamotu.....	1
« Gambiers.....	1
« Marquises.....	1
« Iles Australes.....	1

« Art. 4.— Les membres de la chambre de commerce de Papeete sont élus par un collège électoral comprenant sous la réserve qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 5 ci-après :

« 1^o Tous les commerçants des deux sexes, inscrits depuis deux ans au moins au rôle des patentes de la colonie pour une somme supérieure à vingt-cinq francs au droit fixe, soit en leur propre nom, soit comme représentants de compagnies françaises de commerce, de finance ou d'industrie. En cas de sociétés en nom collectif ou d'établissements ayant plusieurs gérants, un seul associé ou un seul gérant par maison peut figurer sur chacune des listes électorales ;

« 2^o Les capitaines au long cours et maîtres au grand cabotage ayant commandé des bâtiments pendant deux ans au moins, les agents d'assurances, courtiers maritimes, armateurs et constructeurs de navires après deux années d'exercice ;

« 3^o Les anciens membres du tribunal de commerce et de la chambre de commerce.

« Art. 5.— Les conditions à remplir pour être inscrits sur les listes électorales, outre celles exigées à l'article 4, sont les suivantes :

« Etre citoyen français de l'un ou l'autre sexe ; être âgé de vingt et un ans au moins, jouir du droit de vote en matière politique, être domicilié depuis deux ans au moins dans les Etablissements français d'Océanie.

« Art. 6.— Les listes électorales sont établies par circons-

cription du 1^{er} au 31 janvier de chaque année par une commission composée comme suit :

« Un membre fonctionnaire du conseil privé, désigné par le gouverneur, président ;

« Le maire de Papeete ;

« Un membre de la chambre de commerce, désigné par cette chambre ;

« Elles comprennent tous les électeurs remplissant au 31 janvier les conditions édictées aux articles précédents.

« Nul ne peut être inscrit sur plusieurs listes électorales.

« Lorsqu'un commerçant exploite ou gère plusieurs établissements dans des circonscriptions différentes, il fait connaître verbalement ou par écrit à la commission dans quelle circonscription il désire être inscrit. S'il ne fait pas connaître son choix en temps voulu, la commission l'inscrit d'office sur la liste de la circonscription de son domicile réel s'il y exploite un fonds de commerce ou de son principal établissement s'il n'en exploite aucun dans la circonscription de ce domicile.

« Art. 7.— Les listes sont déposées pendant huit jours au moins aux mairies des communes ou aux chefferies de district lorsqu'il n'existe pas de communes ; avis est donné, par voie d'affiches que, pendant cette période, chaque citoyen peut en prendre connaissance et formuler des réclamations.

« Les réclamations sur la composition de ces listes sont reçues par le maire ou le chef de district qui les transmettent sans délai et par la voie la plus rapide à la commission ci-dessus prévue. La commission statue dans le délai d'un mois. Les listes sont ensuite soumises au gouverneur qui les arrête définitivement en conseil privé et les fait publier au plus prochain numéro du *Journal officiel*.

« Un délai de trente jours, à compter de la date de la publication de ces listes au *Journal officiel* est imparti aux électeurs pour se pourvoir devant le conseil du contentieux administratif contre les décisions du gouverneur sur les omissions ou inscriptions ayant fait l'objet de réclamations dans les délais.

« Art. 8.— Le collège électoral est convoqué un mois au moins avant le jour de l'élection par un arrêté du gouverneur.

« Le scrutin a toujours lieu un dimanche ; il est ouvert pendant six heures. Lorsqu'un deuxième tour de scrutin est nécessaire, il y sera procédé de droit le quatrième dimanche suivant celui du premier tour.

« Art. 9.— Les élections ont lieu à la mairie de chaque commune et dans les chefferies de districts. Dans les circonscriptions appelées à élire plusieurs membres, les élections ont lieu au scrutin de liste.

« Art. 10.— Le bureau électoral est constitué à Papeete, sous la présidence du président sortant de la chambre de commerce ou du plus ancien commerçant de Papeete, membre de la chambre de commerce, assisté de deux électeurs consulaires sachant lire et écrire ; dans les autres communes sous la présidence du maire ; dans les districts sous la présidence du chef de district ou de son adjoint, assisté de deux électeurs consulaires sachant lire et écrire ou d'un électeur consulaire et d'un membre du conseil de district.

« Art. 11.— Un arrêté du gouverneur en conseil privé fixe ceux des bureaux électoraux qui, en raison de l'éloignement de leur ressort et des difficultés de communications, sont admis à recevoir le vote par correspondance dont les modalités sont prévues par le même texte.

« Art. 12. — Le président de chaque bureau de vote proclame le résultat du scrutin ; les procès-verbaux des opérations électorales sont établis en double expédition, l'une de ces expéditions est déposée ou adressée au secrétariat de la chambre de commerce et l'autre est immédiatement transmise, sous enveloppe, au gouverneur.

« Le recensement général des votes se fait au chef-lieu de la colonie, en séance publique, sous la présidence du président du bureau de vote de Papeete qui proclame les résultats du scrutin pour chaque circonscription. Une copie du procès-verbal de la séance est immédiatement adressée au gouverneur.

« Art. 13. — Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni :

« 1° La majorité absolue des suffrages exprimés ;

2° Un nombre de suffrages au moins égal au quart des électeurs inscrits.

« Au deuxième tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

« A égalité de suffrages, l'élection est acquise au commerçant le plus anciennement établi.

« Art. 14. — Dans le mois qui suit l'insertion au *Journal officiel* du résultat du scrutin, tout électeur a le droit d'élever des réclamations sur la régularité et sincérité de l'élection. Le gouverneur a le même droit.

« Art. 15. — Il est statué sur ces réclamations par le conseil du contentieux administratif de la colonie, sauf recours devant le conseil d'Etat.

« En cas d'annulation des opérations électorales, il est procédé dans le mois qui suit la décision du conseil du contentieux administratif à la convocation des électeurs pour de nouvelles élections.

« Art. 16. — Sont éligibles aux fonctions de membres de la chambre de commerce, tous les électeurs consulaires des deux sexes, âgés de vingt-cinq ans au moins, sachant lire et écrire le français, inscrits sur la liste électorale de la circonscription où ils sont candidats.

« Sont également éligibles dans la circonscription de leur domicile réel, les anciens commerçants français des deux sexes, ayant exercé leur profession pendant cinq ans au moins dans les Etablissements français d'Océanie.

« Les ascendants et descendants, les frères et sœurs, les alliés au même degré et les époux ne peuvent être simultanément membres de la chambre de commerce.

« Art. 17. — Les membres de la chambre de commerce sont élus pour quatre années ; le renouvellement a lieu par moitié tous les deux ans à raison de six pour Tahiti-Moorea, 1 pour les îles Australes et 2 pour les quatre circonscriptions ayant chacune un représentant. Les membres sont rééligibles.

« Art. 18. — Sont déclarés démissionnaires après avis de la chambre :

« 1° Les membres qui, pendant trois mois, se sont abstenus de se rendre aux convocations sans motifs reconnus légitimes ;

« 2° Ceux dont l'absence de la colonie se prolonge au delà d'un an, sans causes préalablement admises ;

« 3° Ceux qui, pendant la durée de leur mandat, cessent de réunir les conditions de l'éligibilité.

« Il est procédé au remplacement de ces membres lors du prochain renouvellement partiel.

« Art. 19. — Lorsque la chambre de commerce se trouve, par l'effet de vacances survenues pour une cause quelconque, réduite aux trois quarts de ses membres, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai de deux mois à dater de la dernière vacance.

« Si les sièges vacants sont ceux de membres de circonscription à un ou deux représentants, sans attendre que les vacances atteignent le quorum ci-dessus, il est procédé dans le même délai de deux mois au renouvellement de ces sièges.

« Toutefois, dans l'année du renouvellement biennal ou partiel, les élections complémentaires sont reportées à l'époque de ce renouvellement à moins que la chambre n'ait perdu plus de la moitié de ses membres.

« Les membres nommés dans une élection complémentaire ne demeurent en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à leurs prédécesseurs.

« Art. 20. — La chambre de commerce nomme à sa première réunion, parmi ses membres, un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier.

« Les nominations sont faites à la majorité absolue des suffrages exprimés, le nombre des membres présents devant, en outre, dépasser la moitié du nombre des membres en exercice.

« Lorsque les deux premiers tours de scrutin n'ont pas donné de résultat pour la nomination d'un membre du bureau, l'élection a lieu au troisième tour de scrutin à la majorité relative et à égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

« Le bureau est renouvelé après les élections biennales, les membres sortants sont rééligibles.

« En cas de décès ou de démission d'un membre du bureau dans l'intervalle des élections, il est immédiatement pourvu à son remplacement.

« Art. 21. — La chambre de commerce ne peut délibérer valablement que si elle réunit, non compris les membres représentant les archipels, la moitié plus un des membres représentant Tahiti-Moorea.

« Ses délibérations sont prises à la majorité des votants.

« En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

« Art. 22. — Le gouverneur et le secrétaire général ou leurs délégués ont entrée à la chambre de commerce et y ont voix consultative.

Art. 23. — Les fonctions des membres de la chambre de commerce sont gratuites.

« Art. 24. — Les membres de la chambre de commerce prennent rang dans les cérémonies publiques, conformément aux prescriptions du décret du 10 décembre 1912 sur les préséances. »

Art. 2. — A titre exceptionnel, il sera procédé pour l'année 1946 à la revision et à l'établissement des listes électorales dès la promulgation du présent décret.

Le gouverneur déterminera par arrêté la date à partir de laquelle commenceront ces opérations et les délais de procédure applicables.

Lorsque l'établissement des listes électorales sera terminé, il sera procédé aux élections qui porteront exceptionnellement sur la totalité des membres de la chambre.

Au cours de la première séance de la nouvelle chambre, il sera procédé, en même temps qu'à l'élection du bureau, à la désignation par le sort des membres appelés à faire par-

tie de la première moitié de la chambre renouvelable au bout de deux ans dans les conditions prévues à l'article 17 du présent décret.

Art. 3.— Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal officiel* des Etablissements français d'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

ARRÊTÉ n° 829 s. g., promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 23 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

L'arrêté interministériel du 30 avril 1946 fixant le régime de l'indemnité de zone attribuée aux militaires à la charge du département de la France d'outre-mer (J.O.R.F. n° 108 du 9 mai 1946, page 3938).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 23 août 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL fixant le régime de l'indemnité de zone attribuée aux militaires à la charge du département de la France d'outre-mer.

(Du 30 avril 1946).

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu l'article 7 (§ 5^e) du décret n° 45-0157 du 8 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies ;

Vu l'article 3 du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes des cadres généraux relevant du ministère des colonies,

ARRÊTENT :

CHAPITRE I^{er}

INDEMNITÉS DE ZONE

Définition.

Article 1^{er}. — L'indemnité de zone prévue par l'article 7 du décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 a le même caractère et est de même nature que celle qui est allouée aux personnels des cadres généraux des colonies par l'article 3 du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945.

Art. 2. — Peuvent prétendre à l'indemnité de zone les militaires à la charge du département de la France d'outre-mer, indiqués après :

Ayants droit.

a) Les officiers français, étrangers et indigènes coloniaux ;
b) Les militaires non officiers à solde mensuelle, français et étrangers ;

c) Les caporaux et soldats à solde spécialement progressive, servant effectivement après la durée légale.

Les militaires non officiers de la disponibilité et des réserves, appelés ou maintenus en service en temps de guerre, et les engagés pour la durée de la guerre qui, par leur âge, sont dégagés des obligations militaires, perçoivent l'indemnité de zone dans les mêmes conditions que le personnel de l'active.

L'indemnité de zone n'est pas due :

Aux militaires non officiers à solde spéciale servant pendant la durée légale ;

Aux militaires non officiers de la disponibilité et des réserves convoqués en temps de paix pour une période d'instruction.

Règles d'allocations.

Art. 3. — L'indemnité de zone est allouée au personnel militaire, dans les colonies où elle existe en faveur du personnel des cadres généraux des colonies, dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que la solde. En conséquence, elle est réduite ou supprimée dans les mêmes positions et dans les mêmes proportions que celle-ci.

Elle est acquise à compter du jour inclus du débarquement à la colonie aux taux de la place, ou du poste d'affectation définitive. Elle cesse d'être payée à compter du jour de l'embarquement pour la métropole.

Le nombre des zones d'un territoire et la répartition des localités entre ces zones sont fixés par arrêté des gouverneurs généraux et gouverneurs.

Le militaire muté à l'intérieur d'un groupe de colonies reçoit l'indemnité de zone au taux de la nouvelle résidence d'affectation ou de la colonie de destination, à partir du jour de la mise en route pour rejoindre son nouveau poste.

Elle continue d'être payée au taux du poste d'affectation en cas de déplacement temporaire pendant toute la durée de ce déplacement.

Taux de l'indemnité de zone.

Art. 4. — L'indemnité de zone est allouée au personnel militaire à solde mensuelle défini ci-dessus suivant les mêmes taux qu'aux personnels des cadres généraux des colonies, en service dans les mêmes territoires.

Toutefois, lorsque la réglementation locale comporte des dispositions particulières relatives au taux de l'indemnité

applicable aux personnels français et assimilés, originaires des colonies, ces dispositions s'appliqueront de plein droit au personnel similaire militaire.

Les militaires à solde spéciale progressive perçoivent cette indemnité sur la base des deux cinquièmes du taux en vigueur dans le territoire d'affectation.

CHAPITRE II

SUPPLÉMENT FAMILIAL DE L'INDEMNITÉ DE ZONE

Ayants droit.

Art. 5. — Une majoration familiale de l'indemnité de zone est allouée aux militaires, chefs de famille, dans les colonies où cette indemnité est instituée.

Sont considérés comme chefs de famille, les militaires remplissant les conditions requises pour l'attribution des allocations familiales.

De même en ce qui concerne les enfants à charge, il y a lieu d'appliquer, en principe, les règles relatives aux allocations familiales prévues par l'arrêté du 16 janvier 1946 fixant le régime des allocations à caractère familial.

Règles d'allocation.

Art. 6. — La majoration familiale de l'indemnité de zone est soumise aux mêmes règles d'allocation que l'indemnité principale.

Taux de la majoration familiale.

Art. 7. — Les taux de la majoration familiale de l'indemnité de zone sont ceux prévus par la réglementation locale en la matière.

Lorsque celle-ci comporte des dispositions particulières relatives aux taux applicables au personnel français ou assimilés originaire des colonies, ces dispositions s'appliquent de plein droit aux militaires des catégories similaires.

CHAPITRE III

INDEMNITÉ COMPENSATRICE

Art. 8. — Dans les colonies où il n'existe pas d'indemnité de zone, les caporaux et soldats à solde spéciale progressive reçoivent une indemnité compensatrice d'un montant égal à la différence entre les émoluments globaux — indemnité de résidence comprise — qu'ils perçoivent en France, dans une ville de 5 000 à 20 000 habitants, et le total de leur rémunération coloniale.

Art. 9. — Le présent arrêté prend effet à compter du 15 avril 1945 et sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 avril 1946.

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

Le ministre des finances.

Pour le ministre et par autorisation :

Le directeur du cabinet,

GUSTAVE RAMPON.

Texte officiel publié à titre d'information.

ORDONNANCE n° 45-1181 relative à la création de l'Union française des combattants

(Du 14 mai 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'article 7 (1^{er} alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances des 11 octobre et 8 décembre 1944 ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — L'Union française des combattants, combattants de la libération et victimes des deux guerres, déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, est reconnue dès à présent comme la seule organisation représentative des combattants, combattants de la libération et victimes des deux guerres. A ce titre, elle est seule habilitée pour intervenir auprès des pouvoirs et administrations publiques et pour présenter, ou le cas échéant, pour élire les candidats aux différents organismes prévus pour le fonctionnement des institutions créées ou à créer par les lois et règlements en faveur des catégories de personnes qu'elle représente.

L'Union française des combattants pourra devenir l'organisation représentative des prisonniers dans les conditions fixées par la présente ordonnance si les différents mouvements et associations afférents à cette catégorie de victimes de guerre décident ultérieurement d'y adhérer.

Art. 2. — L'Union française des combattants est reconnue d'utilité publique. Elle pourra, ainsi que ses associations adhérentes, bénéficier des subventions de l'Etat et des collectivités publiques, à l'exclusion de toutes autres organisations similaires.

Art. 3. — Sont approuvés les statuts de l'Union française des combattants annexés à la présente ordonnance. Les modifications auxdits statuts seront effectuées, le cas échéant, par décret en conseil d'Etat.

Art. 4. — Les biens meubles ou immeubles de l'organisme dit Légion française des combattants, dissous par l'article 10 de l'ordonnance du 9 août 1944, sont dévolus, par l'effet de la présente ordonnance, à l'Union française des combattants, à charge par celle-ci de restituer aux anciennes organisations nationales, départementales ou locales, dissoutes le 29 août 1940 et reconstituées, les biens qui leur appartenaient et de répartir le surplus entre elle-même et ses unions départementales et locales, suivant des modalités qui seront fixées par arrêté du ministre chargé des anciens combattants.

La dévolution, ainsi que tous actes d'exécution qui en seront le complément sont dispensés de toute perception au profit du Trésor. Les honoraires de tous officiers publics ou ministériels dont l'intervention serait indispensable et les salaires des conservateurs des hypothèques seront réduits de moitié.

Toutefois, les fédérations et associations dissoutes et reconstituées ainsi que les nouvelles unions départementales et locales, qui auront accepté la dévolution ou la répartition, ne seront tenues des dettes de la légion ou des formations

de la légion qu'à concurrence de la valeur de l'actif recueilli par elles du fait de cette dévolution et au jour de celle-ci. La responsabilité des dirigeants de la légion qui auront commis des fautes de gestion pourra être mise en cause directement par les créanciers.

Une avance de trésorerie à valoir sur les biens de la Légion française des combattants, pourra être consentie pour l'exercice 1945 à l'Union française des combattants. Une avance analogue pourra également être consentie à l'Union française des combattants par l'Office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

Un arrêté du ministre chargé des anciens combattants fixera les modalités de la dévolution et la répartition des avances de trésorerie prévues aux paragraphes ci-dessus.

Art. 5. — Est expressément constatée la nullité des actes dits :

1^o Loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des combattants, et loi du 3 juin 1941 qui l'a modifiée ;

2^o Loi du 10 mars 1941 rendant applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat l'acte dit loi du 29 août 1940 ;

3^o Loi du 21 août 1941 portant mise sous séquestre des biens des associations dissoutes ;

4^o Loi du 16 septembre 1941 rendant applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 21 août 1941 ;

5^o Loi du 18 novembre 1941 modifiant la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des combattants ;

6^o Loi du 24 septembre 1943 modifiant la loi du 29 août 1940.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et des ordonnances subséquentes, prises pour leur application, des règlements d'administration publique pris sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances préciseront les conditions dans lesquelles seront frappés de nullité les actes accomplis en application des textes législatifs ci-dessus énumérés.

Art. 6. — Un décret en conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles les associations des départements algériens, des colonies et pays de protectorat adhérant à la Fédération française des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre instituée par l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations des anciens combattants et victimes de la guerre pourront être affiliées à l'Union française des combattants. Un même décret réglera les modalités de la dévolution des biens appartenant à ladite fédération.

Art. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 14 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le ministre du travail
et de la sécurité sociale,*

ALEXANDRE PARODI.

*Le ministre d'Etat, ministre
des affaires étrangères par intérim,*

JULES JEANNENEY.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 782 s.g., *allouant une subvention.*

(Du 14 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées aux sociétés privées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est alloué à titre de subvention sur les crédits du chapitre 14 du budget de l'exercice 1946 la somme de : *Vingt mille francs* (20.000 frs) à l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée.

Papeete, le 14 août 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 788 c. *chargeant M. Lestrade de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant une tournée d'inspection du Gouverneur par intérim aux Iles Sous-le-Vent.*

(Du 16 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 6 février 1928 réglant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies diverses fonctions intérimaires et l'expédition des affaires courantes,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pendant la tournée d'inspection que doit effectuer le Gouverneur par intérim du 17 au 22 août 1946 aux Iles Sous-le-Vent, l'expédition des affaires courantes et urgentes sera assurée par M. Lestrade, Secrétaire Général par intérim.

Art. 2. — M. Lestrade fera précéder sa signature de la formule : "Pour le Gouverneur p.i. en tournée, le Secrétaire Général p.i. chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes".

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 août 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 797 Infor., portant augmentation de la rétribution allouée à M. Temaeva Anahoa pour traduction du journal tahitien "Te Vea Maohi" et des nouvelles de presse, et attribuant une rémunération à M. Yves Malardé, pour rédaction d'articles insérés au "Bulletin de Presse".

(Du 17 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 838/c. du 4 octobre 1940 agréant M. Temaeva Anahoa comme traducteur du journal tahitien "Te Vea Maohi" et des nouvelles de presse ;

Vu les décisions n° 507/s.g. du 8/11/41 et 792/c. du 15/11/44 portant augmentation de la rétribution allouée à M. Temaeva Anahoa ;

Sur la proposition du chef du service de l'Information et l'avis conforme du Secrétaire Général et du Chef de Cabinet, chargé du personnel ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'allocation mensuelle de 1.200 frs payée à M. Temaeva Anahoa, traducteur du journal tahitien "Te Vea Maohi" et des nouvelles de presse, est portée à mille cinq cents francs, à compter du 1^{er} août 1946.

Art. 2. — M. Yves Malardé est agréé comme rédacteur au "Bulletin de Presse", sous le contrôle du chef du service de l'Information, qui peut accepter, modifier ou refuser les articles proposés. M. Malardé percevra une rémunération fixée à cinq francs par ligne de copie effectivement imprimée, le décompte étant établi d'après le Bulletin de Presse, sans que les titres des articles entrent en ligne de compte. La rémunération mensuelle totale de M. Malardé ne pourra excéder deux mille francs.

Art. 3. — La dépense est imputable au chapitre 2, article 3, paragraphe 2 du budget local.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée.

Papeete, le 17 août 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 801 t.g., portant ouverture de la plonge à nu dans le 2^e secteur du lagon d'Hikueru et le 3^e secteur du lagon de Takume.

(Du 19 août 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars 1918 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1904, qui désigne les agents chargés de la surveillance des nacres ;

Vu l'arrêté du 27 mars 1929 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport en date du 13 août 1946, du Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier ;

Vu l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce, suivant lettre du 17 août 1946 du Président de cet organisme :

Sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier et l'avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont ouverts à la plonge à nu des huîtres nacrées et perlières, pour une durée de trois mois à compter du 1^{er} septembre 1946, les parties de lagons suivants :

Hikueru : 2^e secteur.

Takume : 3^e secteur.

Art. 2. — La dimension des huîtres pêchées ne devra pas être inférieure à 12 centimètres mesurés à l'extérieur suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes de la coquille.

Art. 3. — La pêche sera soumise à la réglementation en vigueur, telle qu'elle est établie par les textes susvisés.

Art. 4. — Le Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 août 1946.

Pour le Gouverneur p.i. en tournée :

Le Secrétaire Général p.i., chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

LESTRADE.

ARRÊTÉ n° 804 s.g., fixant la date des élections des représentants des invalides pensionnés de la loi du 31 mars 1919, des veuves et ascendants des militaires morts pour la France et des titulaires de la carte du combattant au conseil d'administration de l'Office Colonial des Etablissements français de l'Océanie,

(Du 20 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents,

Vu le décret du 13 septembre 1930 créant dans les Etablissements français de l'Océanie un Comité colonial d'anciens combattants, modifié par le décret du 13 septembre 1932 ;

Vu le décret du 24 novembre 1937 relatif à l'organisation des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation ;

Vu l'arrêté n° 241 du 7 mars 1938 fixant l'effectif du conseil d'administration de l'Office colonial des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les arrêtés n°s 2113/a.g.f. du 2 décembre 1938 et 1657/a.g.f. du 25 juillet 1941 nommant les membres du conseil d'administration de l'Office colonial des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 27 janvier 1940 relatif à la prorogation des mandats des membres nommés et élus des offices coloniaux ;

Vu l'arrêté n° 27/a.g.f. du 25 juin 1941 réglementant à nouveau les élections au Comité colonial du combattant ;

Vu la loi du 16 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il sera procédé, le 1^{er} décembre 1946, aux élections des membres du conseil d'administration de l'Office colonial

des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation, à savoir :

1^o deux représentants (un titulaire, un suppléant) des invalides pensionnés de la loi du 31 mars 1919 et des veuves et ascendants des militaires morts pour la France titulaires d'une pension ;

2^o deux représentants (un titulaire, un suppléant) des anciens combattants titulaires de la carte du combattant.

Si, par suite de ballottage, un second tour est nécessaire, le scrutin aura lieu le 1^{er} mars 1947.

Art. 2. — Le représentant titulaire et le représentant suppléant qui obtiendront le plus de voix seront élus pour quatre ans et les deux autres pour deux ans.

Art. 3. — Les élections se feront par correspondance dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 25 juin 1941 et d'après la liste électorale arrêtée au 1^{er} juin 1946.

Art. 4. — Les candidats aux dites élections devront adresser leur candidature au Secrétaire Général, Délégué du Gouverneur, Président de l'Office colonial, de façon qu'elle lui parvienne avant le 15 septembre 1946.

Art. 5 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 20 août 1946.

Pour le Gouverneur p.i. en tournée :

Le Secrétaire Général p.i., chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

LESTRADE.

COMITÉ COLONIAL DU COMBATTANT

LISTE des électeurs de la Section des Etablissements français de l'Océanie, membres cotisants de l'Union Française Libre des Combattants et titulaires de la Carte du Combattant.

N° d'ordre	Noms et prénoms	N° de la carte	Délivrée par l'Office de :
1	Alexandre, Alexis.....	262	E. F. O.
2	Auch, Eugène.....	124	—
3	Arunuifaatomoavaa Tumahai....	176	—
4	Allaume (père).....	211	—
5	Ariihoro a Manutahi.....	234.021	Seine
6	Ati Afai.....	222	E. F. O.
7	Ariimoehau Mataitai.....	205	—
8	Bambridge, Antony.....	83	—
9	Baron, Egbert dit Farani.....	309	—
10	Bocher, Emile.....	166	—
11	Bohl, Joseph.....	4	—
12	Brault, Léonce.....	103	—
13	Bonnet, Auguste dit Aporo.....	280.308	Seine
14	Brander, Terii.....	148	E. F. O.
15	Brinckfield, Louis.....	234.016	Seine
16	Bouby.....	322	E. F. O.
17	Bernard, Henri.....	187.831	Seine
18	Bellais Tu a Pere.....	27	E. F. O.
19	Bordes, Frédéric.....	295	—
20	Burns, Léon.....	336	—
21	Bertin, Pierre.....	36.672	Morbihan
22	Clark, Naddle, Faataura.....	20	E. F. O.
23	Crève-Cœur, Maurice.....	69.650	Seine
24	Colombel, Taataparea.....	55	E. F. O.
25	Charon.....	442.441	Seine

N° d'ordre	Noms et prénoms	N° de la carte	Délivrée par l'Office de :
26	Constantin, Louis, Matahiapo....	366	E. F. O.
27	Cho Chong Ah Min Mahu.....	187	—
28	Cadousteau, Henri.....	221	—
29	Chavès, Terii.....	384	—
30	Demay, Alfred, Henri.....	214	—
31	Drollet, Henri.....	87	—
32	Drollet, Benjamin.....	76	—
33	Dubouch, Gabriel.....	387	—
34	Després, Jehan, Ch. Marie.....	147	—
35	Debirole, Ambroise.....	302.156	Seine
36	Dexter, Francis.....	361	E. F. O.
37	Durietz, Auguste.....	318	—
38	Daniel, Ravaki.....	380	—
39	Domingo, Narii.....	132	—
40	Dauphin, Cyrille.....	342	—
41	Eremoana a Tuteraihua.....	23	—
42	Faupua a Teharuru.....	179	—
43	Faahio a Vito a Oito.....	188	—
44	Fanaura a Vahapata.....	140	—
45	Fuller Tehiura.....	258	—
46	Fabre, Pierre, Emile.....	52	—
47	Falchetto.....	14.729	Alpes-Maritimes
48	Faatra a Taioho.....	346	E. F. O.
49	Fareura a Rata dit Ducrot.....	181	—
50	Gibert, Jean.....	316	—
51	Huioutu Tehuitua L.....	56	—
52	Hérault, Jean.....	234.019	Seine
53	Hunter, Terai.....	66	E. F. O.
54	Hiva a Pahoa.....	135	—
55	Hitore a Pifao.....	358	—
56	Hall, James, Norman.....	319	—
57	Haamanatua a Amaru.....	171	—
58	Hamblin, Henri.....	212	E. F. O.
59	Hills, Thomas.....	177	—
60	Haumant, J.-C.....	6.648	A. O. F.
61	Jacquemin, André.....	16	E. F. O.
62	Juventin, Elie.....	78	—
63	Juventin, Auguste.....	195	—
64	Juventin, Louis.....	77	—
65	Johnston, Orla.....	250	—
66	Largeau, Emile.....	341	—
67	Lecail, Jean.....	338.431	Seine
68	Lehartel, Armand.....	42	E. F. O.
69	Lherbier, Léon.....	91.698	Seine
70	Lestrade, Auguste.....	80	A. E. F.
71	Lagarde, Emile.....	306	E. F. O.
72	Lehartel, Maurice.....	242	—
73	Lopez, Antoine.....	36	—
74	Laporte, Bernard.....	225	—
75	Maraetefau Charles.....	292	—
76	Mehtue a Maioitui.....	48	—
77	Mihirai a Peni.....	263	—
78	Montaron, Philibert.....	8	—
79	Muehumua a Etaeta.....	255	—
80	Martin, Robert, Georges.....	912	Rouen
81	Manuarii a Moeroa.....	298	E. F. O.
82	Manarii a Marseura.....	228	—
83	Manea a Fatoa.....	235	—
84	Mahareiva Richmond.....	335	—
85	Matapu a Tahurai.....	35	—
86	Maiturai a Mato.....	348	—
87	Maamaatua a Hutapu Tevane....	53	—
88	Martin, Gustave, Eugène.....	464.496	Seine
89	Mauarii a Tavavau.....	282	E. F. O.

31 AOUT 1946

JOURNAL OFFICIEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE

373

N° d'ordre	Noms et prénoms	N° de la carte	Délivrée par l'Office de :	N° d'ordre	Noms et prénoms	N° de la carte	Délivrée par l'Office de :
90	Matahi Xavier.....	325	E. F. O.	155	Tuterai Charles.....	61	E. F. O.
91	Nagle, Martin.....	163	—	156	Toareia a Mai Fuller.....	17	—
92	Nouvesu, Claude.....	340	—	157	Tuterai a Puarii Joseph.....	40	—
93	Nolemberger, Emile.....	173	—	158	Tuterai a Tau.....	233	—
94	Nuihiva a Tauripa.....	178	—	159	Taruri a Tipuu.....	98	—
95	Perry, Manea.....	94	—	160	Tau a Manutahi.....	168	—
96	Purakaueke Daniel.....	209	—	161	Taurua a Faava Airima.....	267	—
97	Putoa a Raumati.....	128	—	162	Tevaeearai a Ori.....	47	—
98	Pomare Ariipaea.....	223	—	163	Terai a Teriitahi.....	37	—
99	Pouvanaa a Oopa.....	33	—	164	Tinorua a Raihei.....	152	—
100	Pupaura a Tevahitua.....	9	—	165	Tutearimarama Maraeaunoa.....	145	—
101	Praud, André.....	32.776	Loire Inférieure	166	Tehaamaru a Teura.....	251.084	Seine
102	Poura a Tai.....	372	E. F. O.	167	Taimane a Tiapaio.....	82	E. F. O.
103	Poroi Teraitua.....	245	—	168	Tauraa a Maiau.....	239	—
104	Punuitua a Mai.....	73	—	169	Tau Tupuraa a Maino.....	355	—
105	Paheroo a Amaru.....	121	—	170	Teriitautua a Tuaiva.....	257	—
106	Punuarai a Temanupaoura.....	105	—	171	Tefaaraupoo a Teuira.....	288	—
107	Puaitua a Marurai.....	96	—	172	Tetumana a Teahutapu.....	101	—
108	Punua a Faave.....	116	—	173	Tufanaa a Teraitetia.....	276	—
109	Picerson Flavien.....	218	—	174	Tehihira Punua Taahitua.....	244	—
110	Pahuri a Oito.....	190	—	175	Tavaca a Tavaearai.....	328	—
111	Pauri Santiago.....	174	—	176	Tehaameamea a Marama.....	139	—
112	Pihivae Taata a Maiti.....	332	—	177	Tetunana a Paepaetaata.....	160	—
113	Puhiava a Teamo.....	302	—	178	Teva a Mateau.....	131	—
114	Pater, Tematahuira.....	307	—	179	Taumatahiro a Taputuarai.....	15	—
115	Quesnot, Joseph.....	153	—	180	Terootae a Teauna.....	114	—
116	Richmond, Marama.....	234.118	Seine	181	Tahurai a Tetuanui.....	337	—
117	Rootetuanui a Fiu.....	120	E. F. O.	182	Tefaumarama a Taurua.....	118	—
118	Roopapaoa Isidore.....	305	—	183	Teriitevaeearai a Matarua.....	63	—
119	Reo a Teauna.....	277	—	184	Tauraa a Faua.....	108	—
120	Roarii a Pohemai.....	296	—	185	Tetuaitehau a Faua.....	107	—
121	Roometua Punua Tamata.....	102	E. F. O.	186	Teihotu Henri Tefana.....	150	—
122	Rootana a Hiti a Mapu.....	326	—	187	Teheiura a Teuinatua.....	265	—
123	Sage, Victor.....	104	—	188	Tiafoa a Faatau.....	182	—
124	Sage, Georges.....	6	—	189	Tutea a Papai.....	379	—
125	Scholermann, Victor.....	278	—	190	Tetuanui a Teatara.....	378	—
126	Simon, André.....	509.650	Seine	191	Teihotu a Teraiharoa.....	270	—
127	Taimano a Maono.....	69	E. F. O.	192	Tauira a Teamoarii.....	382	—
128	Taumihau Timiona.....	123	—	193	Tetuaesfa a Turaearii.....	377	—
129	Tautumoeroa a Teururai.....	19	—	194	Teave a Reia.....	290	—
130	Tanehiatua a Tarahu.....	203	—	195	Temanu a Paroe.....	234	—
131	Taua Paratua a Teuira.....	45	—	196	Triffe, Eugène.....	210	—
132	Tautu a Peu.....	351	—	197	Uraeva a Uraeva.....	175	—
133	Taura Punuataahitua.....	113	—	198	Uerii a Marama.....	254	—
134	Teaha a Manea.....	162	—	199	Villant, Paulin.....	338	—
135	Teahu a Teaha Augustin.....	277.147	Seine	200	Vidal, Paul.....	711	—
136	Teotahi a Teriimatā.....	164	E. F. O.	201	Vigor, Henri, Robert.....	260	—
137	Tepau a Arai.....	54	—	202	Viritua a Maoni.....	206	—
138	Teraimano Viri Albert.....	376	—	203	Vignault, Alexandre.....	12.860	Gironde
139	Teremai a Putoa.....	67	—	204	Viritahi a Urima.....	75	E. F. O.
140	Teriitaurai a Ateni.....	308	—	205	Virihoa a Tetuanui.....	91	—
141	Tetutamaiti a Aroita.....	26	—	206	Virihoa a Tama.....	226	—
142	Teriivaeritau mau Tumahai.....	57	—	207	Woronick, Léon.....	30	—
143	Tirahuri a Teave.....	261	—	208	Walker, Théodore.....	172	—
144	Timiona a Tefarere.....	277.190	Seine	209	Winchester, Charles.....	25	—
145	Tarahu Laurent.....	7	E. F. O.	210	Winchester, William, Tehema.....	323	—
146	Tetuanui Aitaa Amaru.....	353	—	211	Yeong Atim Ah Kim.....	29	—
147	Teheura a Roo.....	363	—				
148	Tiamata a Fiu.....	286	—				
149	Teriitahua a Pahio.....	156	—				
150	Taata a Taputaata.....	142	—				
151	Taaitahiti Tetuanui Paerai.....	236	—				
152	Tapi a Nehemia.....	127	—				
153	Teivitu a Pito.....	32	—				
154	Teuira a Pautu.....	234.017	Seine				

Arrêté la présente liste à deux cent onze noms.

Papeete, le 1^{er} juin 1946.

Le Gouverneur,
Président de l'Office colonial
du Combattant,

HAUMANT.

DÉCISION n° 807 c., portant promotion parmi les auxiliaires régis par l'arrêté n° 56 s.g. du 25 janvier 1943.

(Du 20 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 56 s.g. du 25 janvier 1943 rapportant l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 et fixant à nouveau le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le procès-verbal de la commission qui s'est réunie le 8 décembre 1945,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont promus à compter du 1^{er} juillet 1946, au titre de l'ancienneté et de la solde, les agents auxiliaires figurant sur le tableau ci-annexé.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 août 1946.

Pour le Gouverneur p. i., en tournée :

Le Secrétaire Général, p. i., chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

LESTRADE.

Noms et prénoms - Service	Classement de base au 30 juin 1946		Promotion de base au 1 ^{er} juillet 1946		SURCLASSEMENT					Classement définitif compte tenu de la promotion du 1 ^{er} juillet 1946		OBSERVATIONS
	Catégorie	Degré	Catégorie	Degré	Application des articles 10-11 16-17		Application de l'article 8 Service hors du chef-lieu d'origine			Catégorie	Degré	
					Catégorie	Degré	Lieu d'affectation	Catégorie	Degré			
Secrétariat Général.												
M. Leboucher Georges.....	2e	13e	2e	12e	2e	11e	..	..	..	2e	11e	
M. Chevalier Samuel.....	2e	7e	2e	6e	..	..	..	..	..	2e	6e	
Trésor.												
Mme Coulon (Germaine), épouse Bonno.....	2e	9e	2e	8e	..	..	..	..	..	2e	8e	
Mlle Passard Paulette.....	2e	14e	2e	13e	..	..	..	..	..	2e	13e	
Travaux publics.												
M. Teporo a Tamata.....	2e	9e	2e	8e	..	..	..	..	..	2e	8e	
Service météorologique.												
M. Teriierooiterai Victor...	2e	13e	2e	12e	..	..	..	..	..	2e	12e	
Sûreté.												
M. Maufehe a Teheiura.....	4e	29e	4e	28e	..	..	..	..	..	4e	28e	
Postes, Télégraphes, Téléphones.												
Mme Faremiro Paruru.....	3e	12e	3e	11e	..	..	..	..	..	3e	11e	
Mme Teihotua Valentine....	3e	13e	3e	12e	..	..	..	..	..	3e	12e	
Douanes												
M. Johnston Henry.....	3e	11e	3e	10e	..	..	..	..	..	3e	10e	
M. Tetutamaiti Aroita.....	2e	9e	2e	8e	..	..	..	..	..	2e	8e	
M. Hugon Jean.....	3e	22e	3e	21e	..	..	..	..	..	3e	21e	
Justice												
M. Stein Emile.....	1re	4e	1re	3e	..	..	Iles Sous-le-Vent	1re	1er	1re	1er	
Circonscription Marquises.												
M. Leboucher Roland.....	1re	10e	1re	9e	..	..	Marquises	1re	5e	1re	5e	

ARRÊTÉ n° 832 p., nommant une commission chargée de procéder à l'enquête réglementaire sur les causes ayant entraîné la perte de la goélette à moteur "Ravarava".

(Du 24 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicable aux colonies la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

Vu le décret du 29 avril 1931 rendant applicables aux colonies, les dispositions du décret du 19 mars 1927, réglementant les enquêtes sur les naufrages et autres accidents de navigation ;

Sur la proposition du chef du service de l'Inscription maritime à Papeete,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une commission composée de :

MM. Passard (Charles), administrateur de l'Inscription maritime à Papeete..	Président ;
Bailly (Georges), capitaine au long cours...	Membre ;
Mervin (Samuel), maître au petit cabotage ..	—
Faivre (Max), maître au petit cabotage	—

se réunira sur la convocation de son président, pour procéder à l'enquête réglementaire prescrite par les textes sus-visés, sur les causes ayant entraîné le naufrage de la goélette à moteur "Ravara".

Les conclusions de la commission seront adressées au Gouverneur avec le dossier de l'affaire et s'il y a lieu au Procureur de la République.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 août 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 840 a.p., fixant la date des élections des commissions de surveillance de la vanille.

(Du 28 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.J. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 324 a.e. du 14 avril 1945 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE .

Article 1^{er}. — Les listes des propriétaires de vanillères, mises à jour, seront affichées à la porte des maisons communes avant le 1^{er} septembre 1946.

Les demandes en addition ou en radiation seront adressées au Maire d'Uturoa et aux Présidents des Conseils de district.

Le Conseil municipal d'Uturoa et les Conseils de district statueront sur ces demandes en dernier ressort.

Art. 2. — Les propriétaires de vanillères sont convoqués à la Mairie d'Uturoa et aux chefferies de district, le dimanche 22 septembre 1946 de 8 à 17 heures, pour élire les commissions de surveillance de la vanille composées ainsi qu'il suit :

- 1°) districts de Tahiti, Borabora et Maupiti, quatre membres ;
- 2°) districts de Moorea, Raiatea, Tahaa et Huahine, cinq membres.

Art. 3. — Les candidatures seront déposées à la Mairie d'Uturoa et à la maison commune du district, avant le 8 septembre.

Par délégation du Gouverneur, le Chef de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances et des Iles Sous-le-Vent pourra rejeter les candidatures des personnes qui ne seront pas régulièrement inscrites sur les listes électorales.

Art. 4. — Le Maire d'Uturoa et les Présidents de Conseils de district présideront le bureau de vote et seront assistés de quatre assesseurs dont les deux plus anciens et les deux plus jeunes des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin.

L'élection aura lieu au scrutin secret à la Mairie d'Uturoa ou à la maison commune du district.

Art. 5. — Procès-verbal des opérations électorales sera dressé en double exemplaire dont l'un sera conservé à la Mairie ou à la Chefferie et l'autre adressé au Chef de Circonscription.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1946.

HAUMANT.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — Par décision n° 773 du 10 août 1946. — La mise en disponibilité de M^{me} Amiot (Irène), épouse Perrin, institutrice de 4^e classe du cadre local, est prorogée pour une nouvelle période d'un an, pour compter du 27 août 1946.

2. — Par décision n° 792 du 16 août 1946. — Pour compter du 1^{er} août 1946, M. Laborie (Pierre) est nommé agent auxiliaire temporaire du Service local et est maintenu, en cette qualité, au Service Judiciaire.

Il percevra des appointements annuels de : Quarante-six mille huit cents francs (46.800 frs), exclusifs de toute indemnité.

3. — Par décision n° 796 du 17 août 1946. — Une deuxième prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 15 août 1946, à M^{me} Hérault (Victor), née Hugon, institutrice principale du cadre local.

4. — Par décision n° 803 du 20 août 1946. — A compter du 22 août 1946, M. Snow (André), agent auxiliaire temporaire, est mis provisoirement à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics, en qualité d'opérateur radiotélégraphiste à bord de la goélette du Service local "Tamara".

Il touchera les frais de table prévus à l'article 2 de la décision n° 703 t.p. du 2 octobre 1944 déterminant les indemnités de vivres de l'équipage de la "Tamara", mais seulement au cours de ses déplacements.

5. — Par décision n° 806 du 20 août 1946. — Est acceptée, pour compter du 16 août 1946, la démission de ses fonctions présentée par M. Hascoet (Yves), infirmier de 5^e classe du cadre local, en service à l'hôpital de Papeete.

6. — Par décision n° 808 du 20 août 1946. — M. Le Gayic (François), instituteur stagiaire à l'Ecole Centrale, est nommé surveillant d'internat à la dite école, pour compter du 1^{er} juillet 1946.

Il sera nourri et logé à l'Ecole Centrale.

7. — Par décision n° 809 du 21 août 1946. — M. Mai Marua-tea, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires local, est nommé agent auxiliaire permanent de 3^e catégorie, 20^e degré de base, pour compter du 1^{er} juillet 1946.

Pour compter de la même date, l'intéressé est reclassé au 18^e degré de la même catégorie.

Rappels pour services militaires conservés - 5 mois, 1 jour.

M. Mai est mis à la disposition du Chef du Service de l'Enseignement pour servir comme instituteur auxiliaire à Raiavava (Iles Australes).

Il effectuera, avant de rejoindre son poste, un stage pédagogique à l'Ecole Centrale.

8. — Par décision n° 831 du 23 août 1946. — Pour compter du

1^{er} septembre 1946, M^{me} Lagarde Aurore, dame employée auxiliaire temporaire du Service local, en service au Secrétariat Général, est nommée agent auxiliaire de 2^e catégorie, 21^e degré de base.

Pour compter de la même date, M^{me} Lagarde Aurore est reclassée au 16^e degré de base de sa catégorie.

9. — *Par décision n° 834 du 24 août 1946.* — Est acceptée, pour compter du 16 septembre 1946, la démission de ses fonctions d'agent auxiliaire à titre temporaire présentée par M. Laborie (Pierre) en service au Greffe.

10. — *Par décision n° 835 du 24 août 1946.* — M. Taupua Tetaraa, est nommé agent auxiliaire à titre temporaire du Service local, à compter du 16 juillet 1946, et affecté en cette qualité au centre hospitalier de Papeete.

Il percevra des appointements annuels de : *Trente-deux mille quatre cents francs* (32.400 frs), exclusifs de toute indemnité.

11. — *Par décision n° 836 du 24 août 1946.* — A l'article 1^{er} de la décision n° 93 c. du 31 janvier 1946, en ce qui concerne M^{me} Erickson (Madeleine), née Céran-Jérusalémy, lire :

Ancienneté conservée : 4 ans, 5 mois.

M^{me} Erickson (Madeleine) est reclassée, pour compter du 1^{er} juillet 1946, au 11^e degré de sa catégorie ; ancienneté conservée : 5 mois.

12. — *Par décision n° 837 du 24 août 1946.* — Les auxiliaires temporaires dont les noms suivent, percevront les appointements indiqués ci-après exclusifs de toute indemnité :

Pour compter du 1^{er} juillet 1946 :

Trésor :

M ^{lle} Hérault Louise.....	29.500 »
M ^{lle} Bergada Colette.....	27.900 »

Pour compter du 1^{er} août 1946 :

Secrétariat Général :

M ^{lle} Miller Liliane.....	27.900 »
--------------------------------------	----------

Trésor :

M ^{lle} Assaud Renée.....	27.900 »
------------------------------------	----------

* * *

ILES AUSTRALES

1. — *Par décision n° 794 du 17 août 1946.* — M. Colombel (Tetuahitiaa), agent auxiliaire de 1^{re} catégorie, 1^{er} degré, actuellement gérant des comptes du Trésor de la subdivision de Rurutu et Rimatara, est également chargé provisoirement et cumulativement, des mêmes fonctions de gérant des comptes du Trésor pour la seconde subdivision de Tubuai, Raivavae et Rapa, à compter du 21 février 1946.

En application du principe de la caisse unique, la masse des opérations de recettes et de dépenses du bureau comptable de Tubuai, Raivavae et Rapa, sera intégrée en fin de mois, dans les écritures du bureau de Rurutu et Rimatara, pendant tout le temps que durera cette situation provisoire.

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente décision.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 830 du 23 août 1946.* — M^{me} Snow (née Vidal Louise), directrice de l'école de Rikitea, est affectée provisoirement à l'Ecole Centrale de Papeete et chargée du Cours moyen 1^{re} année, en remplacement de M^{me} Watkinson, démissionnaire.

SANTÉ

1. — *Par décision n° 841 du 28 août 1946.* — L'infirmier principal de 4^e classe Fiu (Jean-Pierre) actuellement en service au village de Reao (Tuamotu), depuis décembre 1943, est affecté à l'hôpital de Papeete, en stage de réimprégnation.

L'infirmier de 1^{re} classe Atani (François, Urarii) actuellement en service au poste médical d'Uturoa (Raiatea) est affecté au village de Reao (Tuamotu), en remplacement de l'infirmier Fiu.

Ces deux infirmiers rejoindront chacun leur nouvelle affectation, sur ordre de service du Chef du Service de Santé, par la plus prochaine occasion maritime.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

1. — *Par décision n° 771 du 10 août 1946.* — Une bourse mensuelle de *cinq mille francs* (5 000 frs) est accordée à M. Robert Millaud pour lui permettre de poursuivre ses études à l'Ecole Supérieure d'application d'agriculture tropicale de Nogent-sur-Marne, au titre d'élève titulaire.

Le montant de la bourse sera réglé dans les conditions prévues par le décret du 30 mai 1945.

2. — *Par décision n° 772 du 10 août 1946.* — Il est alloué, à titre de subvention, sur les crédits du chapitre 14 du budget local de l'exercice 1946 la somme de : *Trente mille francs* (30.000 frs) à la société musicale "Harmonie Tahitienne".

Cette subvention sera mandatée lorsque les documents prévus par le décret du 19 juin 1938 auront été fournis.

3. — *Par décision n° 783 du 14 août 1946.* — La décision n° 875 a.g.f. du 22 octobre 1942 est abrogée pour compter du 1^{er} août 1946.

Pour compter de la même date, le salaire journalier attribué aux gardes-manoœuvres du village d'Orofara est porté à dix francs.

4. — *Par décision n° 798 du 19 août 1946.* — Sont fixés comme suit les nouveaux appointements mensuels de certains auxiliaires temporaires :

Enseignement :

Pour compter du 21 février 1946 :

M ^{me} Lin Sin Marguerite (née Garbutt).....	2.000 »
---	---------

Pour compter du 22 février 1946 :

M ^{me} Mahanora Lucie.....	2.000 »
M ^{me} Paquier Marguerite.....	2.000 »
M ^{me} Turamai a Aunoa Louise.....	2.000 »
M ^{lle} Maiarii Emeri.....	2.000 »
M ^{lle} Maireau Kora.....	2.000 »
M. Terorotua Albert.....	2.000 »

Pour compter du 1^{er} mars 1946 :

M ^{lle} Teriitchau Marie.....	2.300 »
--	---------

Pour compter du 4 mars 1946 :

M ^{lle} Pittman Violette.....	2.000 »
M ^{lle} Tefaaora Madeleine.....	2.000 »

Pour compter du 11 mars 1946 :

M ^{lle} Alexandre Emilie.....	2.000 »
--	---------

Pour compter du 1^{er} avril 1946 :

M ^{lle} Annéran Joséphine.....	2.000 »
M ^{lle} Toofanuiteriaefa Madeleine.....	2.000 »
M ^{me} Hascoet Léa (née Poroi).....	2.000 »
M ^{me} Marurai Mateata.....	2.000 »

M ^{me} Amaru Tetuaehuri.....	2.000 »
M ^{me} Temaunioraa Teura.....	2.000 »
M. Teriitevaetua Tama.....	2.000 »

Pour compter du 11 juin 1946 :

M ^{lle} Tematua Norma.....	2.300 »
M. Drollet Jacques.....	2.000 »
M ^{me} Drollet Madeleine (née Mahé).....	2.000 »

5. — *Par décision n° 802 du 20 août 1946.* — Sont nommées sages-femmes stagiaires du cadre local, pour compter du 1^{er} juillet 1946, les élèves sages-femmes ci-après :

M^{lle} Vernaudeau Marie, Antoinette ;

M^{me} Sanford Olga, née Dexter ;

M^{lle} Vidal Jeanine.

6. — *Par arrêté n° 810 du 21 août 1946.* — M. Tapaohia Teriitehau, préposé de 2^e classe des Douanes, rappelé à l'activité, est admis à nouveau à faire valoir ses droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} juillet 1946.

M. Tapaohia Teriitehau sera rayé des contrôles de l'activité pour compter du 5 juillet 1946.

* * *

SURETÉ

1. — *Par décision n° 805 du 20 août 1946.* — Est nommé, pour compter du 1^{er} septembre 1946, agent de police de 2^e classe du cadre local, M. Mai Henri-Wilfred, Marurai.

Cet agent est affecté au poste administratif de Makatea à la disposition du Chef de poste pour le service général de police.

2. — *Par décision n° 839 du 27 août 1946.* — Est rapportée, en ce qui concerne l'agent de police du cadre local à titre temporaire Dexter Oscar, la décision 676 s.r.p. du 18 juillet 1946.

L'agent Dexter Oscar est mis à la disposition de M. le Chef de la Circonscription de Tahiti et dépendances pour servir à l'île Makatea en remplacement numérique du brigadier de police Teheiu-ra a Teie dit Tehei a Teahoro dit Lazare admis à faire valoir ses droits à la retraite.

AVIS OFFICIELS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

AVIS

ILE TAHITI

Les opérations cadastrales des terres situées dans le district de Punaauia, secteur compris entre la limite du district de Faāa (Fanatea) et la vallée de Punaruu, auront lieu à partir du 1^{er} novembre 1946.

ILE TAHAA

Les opérations cadastrales des terres situées dans l'île TAHAA, en commençant par le district de Hauino, auront lieu également à partir du 1^{er} novembre 1946.

Les propriétaires de terres sises dans ces deux secteurs sont instamment invités à se trouver sur leurs terres au moment des opérations de délimitation ou à se faire représenter par des mandataires réguliers.

Il appartiendra aux intéressés de résoudre, préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales autant que possible à

l'amiable et en dehors de l'intervention administrative, les questions de délimitation et de bornage. Le levé des terres dont les limites ne seront pas reconnues par les riverains sera différé jusqu'à l'accord ou au règlement judiciaire et il sera passé outre au levé des terres suivantes.

La délimitation des propriétés privées n'entraînera pas l'obligation de leur bornage ; néanmoins, le géomètre prêtera gratuitement son concours aux propriétaires qui voudraient profiter des garanties de sécurité et d'économie que le travail d'ensemble leur offrira pour leurs bornages particuliers sous réserve que l'installation des bornes sera faite exclusivement par les soins des intéressés.

Les opérations de délimitation qui, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 9 août 1927, auront lieu hors de la présence des propriétaires ne seront pas définitives. Un procès-verbal constatera cette circonstance et, avec le plan annexé, restera déposé pendant six mois à la Chefferie du district où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pendant ce délai, les propriétaires défaillants pourront former opposition s'il y a lieu au résultat des opérations, mais il n'y sera donné suite qu'après consignation des frais de transport sur les lieux du géomètre ou des membres du Conseil de district. Les frais demeureront toujours à la charge des opposants.

Toute terre dont la propriété ne serait pas justifiée par des titres de revendication ou d'attribution indiscutables pourrait être ultérieurement revendiquée par l'Administration comme terre domaniale.

Papeete, le 21 août 1946.

*Le Chef du Service de l'Enregistrement
et du Cadastre,*

A. FAUGERAT.

SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

La Curatelle a recueilli les sommes restées impayées revenant à 130 créanciers de la banque Chin Foo lors de la répartition sur liquidation amiable (M^e Ahnne, défenseur).

Les défaillants sont priés de retirer leur dividende, - frais déduits, - contre décharge et justifications de leurs titres.

* * *

La Curatelle appelée à louer, en concurrence, les vallées Vaihau et Teanei et la montagne Farenuiarai, sises à Vairao, procédera par adjudication, en ses bureaux, avenue Bruat, le samedi 14 septembre 1946, à 8 heures. Le projet de bail est à la disposition des intéressés.

Election des Conseils de district, 15 août 1946

TEFARERII — HUAHINE

MM. Teheiu-ra Pahape,

Président ;

Teohatua Teriimarama,

Président-adjoint ;

Enquête de commodo et incommodo

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de commodo et incommodo*" est ouverte, pendant quinze jours à compter du 1^{er} septembre 1946, sur une demande formulée par M. Magyary Joseph, demeurant à Papara, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur une propriété sise au district de Papara, P.K. 38, un groupe électrogène de 32 volts, 600 watt.

L'enquête dont il s'agit, sera close le 15 septembre 1946, à 17 heures.

M. Bernast Alexis, subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 10 août 1946.

Le Gouverneur, p.i.

HAUMANT.

AVIS

Les déposants des armes et munitions actuellement conservées au greffe des Tribunaux et à la Caserne sont priés de les retirer, le plus tôt possible contre décharge et en justifiant :

- 1° d'un permis de détention, antérieur au dépôt ;
- 2° d'une autorisation de retrait du Chef de la Colonie.

PARTIE NON OFFICIELLE**ANNONCE JUDICIAIRE****Annnonce judiciaire.**

En vertu d'une Ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 22 Août 1946, Madame MARIA ESPALLAGAS, ayant habité il y a une douzaine d'années 13 rue Marius Thourey à Marseille, actuellement sans domicile ni résidence connus, est avertie en application de l'article 88 du Décret du 21 Novembre 1933, qu'une citation en conciliation de divorce a été déposée contre elle par Monsieur EDOUARD, CHARLES HILTBRAND, demeurant à Paraoro, Moorea, et que la tentative de conciliation est fixée au vingt-six Décembre mil neuf cent quarante-six, à neuf heures du matin.

Le Procureur de la République,
A. BILLAUD.

ANNONCES DIVERSES**EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT****"OCEANIA"**

Légendes et Récit Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,
arrêtés et décisions locaux

EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : **30 francs.**

**Les Etablissements français de l'Océanie
et du Pacifique Austral.**

Prix broché : **50 francs.**

Notice Lemasson

Prix broché : **5 francs.**

Bulletin officiel (Fascicule)

Prix broché : **2 fr. 50.**

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : **2 fr. 50.**

CALENDRIER POUR 1946

Prix en feuille : **2 francs.**